

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

**PRESTATIONS DE TRANSPORT DE FRET MILITAIRE ASSOCIÉES A DES  
OPÉRATIONS DE MANUTENTION PORTUAIRES AU PROFIT DES FORCES  
ARMÉES AUX ANTILLES (MARTINIQUE ET GUADELOUPE)**

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE

**AVEC UN MAXIMUM DE 400 000 € HT/AN**

**CONTRAT SENSIBLE**

Code CPV : 63111000-0 – Service de manutention de conteneurs  
PCE : 6157200000  
GM : 35.02.06

Code CPV : 60100000-9 – Transport routier de biens  
PCE : 6157100000  
GM : 35.02.03

## SOMMAIRE

<i>Numéros des articles</i>	<i>DESIGNATION DES ARTICLES</i>
	<b>A) <u>CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</u></b>
<b>ARTICLE 1</b>	<b>GÉNÉRALITÉS</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>ALLOTISSEMENT</b>
<b>ARTICLE 3</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>
<b>ARTICLE 4</b>	<b>MODIFICATIONS DES CARACTÉRISTIQUES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES DE L'ENTREPRISE</b>
<b>ARTICLE 5</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS TRAITANCE</b>
<b>ARTICLE 6</b>	<b>MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT</b>
<b>ARTICLE 7</b>	<b>CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>OBLIGATION DU TITULAIRE</b>
<b>ARTICLE 9</b>	<b>DÉFAILLANCE DU TITULAIRE</b>
<b>ARTICLE 10</b>	<b>DÉVELOPPEMENT DURABLE – RÉSERVE – MILITAIRE BLESSÉ – INSERTION SOCIALE</b>
<b>ARTICLE 11</b>	<b>OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>
<b>ARTICLE 12</b>	<b>AVANCE</b>
<b>ARTICLE 13</b>	<b>MODALITÉ DE RÈGLEMENT</b>
<b>ARTICLE 14</b>	<b>CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES</b>
<b>ARTICLE 15</b>	<b>ASSURANCE</b>
<b>ARTICLE 16</b>	<b>RÉSILIATION DU MARCHÉ</b>
<b>ARTICLE 17</b>	<b>VOIES ET DELAIS DE RECOURS</b>
<b>ARTICLE 18</b>	<b>DÉROGATIONS</b>
	<b>B) <u>CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</u></b>
<b>ARTICLE 19</b>	<b>DESCRIPTION DES PRÉSTATIONS A RÉALISER</b>
<b>ARTICLE 20</b>	<b>DÉROULEMENT DE LA MISSION</b>
<b>ARTICLE 21</b>	<b>CONFIDENTIALITÉ</b>
<b>ANNEXE I</b>	<b>FICHE INCIDENT</b>

Le présent cahier des clauses particulières (CCP) est constitué de deux volets : des clauses dites administratives particulières d'une part et des clauses dites techniques particulières d'autre part. Il organise les modalités et les conditions d'exécution du marché

# A) CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## ARTICLE 1 GÉNÉRALITÉS

### Désignation des parties contractuelles

Le Directeur du commissariat et Chef du groupement de soutien du commissariat des forces armées aux Antilles, désigné par l'expression « le représentant du pouvoir adjudicateur » ou « l'acheteur » ;

La société titulaire du marché désignée par l'expression « le titulaire »

Le directeur de la DICOM agit pour toutes les formalités de :

- notification de l'accord-cadre ;
- suivi administratif de l'accord-cadre ;
- non-reconduction ;
- résiliation de l'accord-cadre ;
- règlement des litiges ;
- établissement des modifications à l'accord cadre ;
- établissement et de la notification des bons de commande ;
- émission d'ordre de service.

### 1.1 – Objet de l'accord-cadre

Le présent accord cadre a pour objet les prestations de chargement, déchargement et transport de conteneurs et équivalent vingt pieds ou quarante pieds, de marchandises en vrac hors conteneurs de classe 1 à 9 sauf classe 7, et de véhicules, des ports de Fort-de-France, Basse-Terre, Point-à-Pitre vers les sites militaires et les RSMA de Guadeloupe et de Martinique et entre les différents sites militaires

La description et les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les lieux d'exécution des prestations et services bénéficiaires seront mentionnés sur le bon de commande.

### 1.2 – Forme du marché

L'accord-cadre est mono-attributaire pour tous les lots. Il donne lieu à l'émission de bons de commande lors de la survenance du besoin.

Les marchés sont régis par le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS décret du 30 mars 2021).

### 1.3 – Durée de l'accord-cadre

Lots 1 – 3 et 4

L'accord-cadre est valable pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification jusqu'à la date d'anniversaire. Il est reconductible, par période d'un an à compter de sa date anniversaire, sans que la durée globale ne puisse excéder 48 mois consécutifs et dans la limite de trois (03) reconductions.

**Lot 2**

**Les prestations débuteront à compter de la date d'échéance du marché en cours, soit à partir 17/12/2026.**

L'accord-cadre est valable pour une durée de 12 mois à compter de sa date de début d'exécution. Il est reconductible, par période d'un an à compter de sa date anniversaire de début d'exécution, sans que la durée globale ne puisse excéder 36 mois consécutifs et dans la limite de deux (02) reconductions.

En cas de regroupement de plusieurs marchés au sein d'un unique acte d'acte d'engagement

(ATTRI), la reconduction pourra ne porter que sur certains marchés.

La reconduction ou la non reconduction sera expresse et elle interviendra au plus tard (2) deux mois avant la fin du marché.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent de s'exécuter jusqu'à leur terme.

La non reconduction du marché n'ouvre droit en aucun cas à une quelconque compensation financière.

### 1.3 – Marché à clause de sécurité

La clause de sécurité et de protection du secret applicable au présent marché est : **contrat sensible**, au sens de l'article 5.3.2.1 de l'arrêté du 13 novembre 2020 portant approbation de l'instruction générale ministérielle n° 1300 (IGI 1300) sur la protection du secret de la défense nationale.

## ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article R2313-1 du Code de la Commande Publique, le présent marché comporte quatre (4) lots définis comme suit :

Bénéficiaire	N° du lot	DÉSIGNATION DES LOTS	Estimation annuel	Montant HT maximum/an en €
MARTINIQUE	1	Manutention portuaire des marchandises acheminées sur les navires affrétés par les armées (VMA) et par voie maritime civile (VMC), à destination et au départ de la Martinique	140 000 €	160 000 €
	2	Chargement, déchargement et transport de conteneurs et EVP (équivalent vingt pieds) ou EQP (équivalent quarante pieds) de marchandises classe 1 à 9 sauf 7, de marchandises en vrac et aussi de véhicules hors conteneurs et EVP ou EQP	110 000 €	170 000 €
GUADELOUPE	3	Manutention portuaire des marchandises acheminées sur les navires affrétés par les armées (VMA) et par voie maritime civile (VMC) à destination et au départ de la Guadeloupe	15 000 €	30 000 €
	4	Chargement, déchargement et transport de conteneurs et équivalent vingt pieds (EVP) ou quarante pieds (EQP), de marchandises classe 1 à 9 sauf 7, de marchandises en vrac et aussi de véhicules hors conteneurs et EVP.	25 000 €	40 000 €

## ARTICLE 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

- 1) L'acte d'engagement (ATTRI 1), les bordereaux de prix unitaires (BPU), les autres annexes;
- 2) Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) n°25-020 et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- 3) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS arrêté du 30 mars 2021), sauf dérogations mentionnées à

l'article 22 du présent CCP ;

- 4) Les éventuelles modifications apportées en cours d'exécution selon les dispositions du code des marchés publics ;
- 5) Le mémoire technique remis par le candidat ;

Le titulaire est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre, pris connaissance du présent CCP ainsi que du CCAG applicable au présent marché.

Il reconnaît que les conditions générales de vente figurant sur tous ses documents ne sont pas applicables au présent contrat. Le marché est régi par les lois et règlements en vigueur en France. Il est précisé que tout document et correspondance relatifs au marché devront être rédigés en langue française.

## **ARTICLE 4 MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES DE L'ENTREPRISE**

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du marché doit être impérativement et immédiatement notifiée à l'acheteur via PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> ou [dicom-ant-bap.fct@def.gouv.fr](mailto:dicom-ant-bap.fct@def.gouv.fr)

Sans que cette liste soit exhaustive celle-ci pourra toucher : la forme de l'entreprise, la raison sociale ou dénomination, l'adresse, le capital, le numéro de compte bancaire à créditer, les personnes habilitées à engager la société, etc...

## **ARTICLE 5 DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire d'un marché fournitures services peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

## **ARTICLE 6 MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT**

### **6.1 – Forme et contenu des prix**

Les prix sont fermes la première année et actualisables.

Ils sont **unitaires**, hors taxe et toutes taxes comprises, exprimés en euro à deux décimales.

Les prix sont réputés comprendre pour la réalisation de la prestation, toutes les taxes fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, le coût de la main d'œuvre, les frais afférents au conditionnement, à l'assurance et au déplacement, au chargement, déchargement et au transport jusqu'au lieu de livraison, aux matériels et aux produits, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution du marché, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les candidats établir leur prix compte tenu de ces éléments.

### **Le titulaire est informé que :**

- Les procédures de douane/transit marchandises import/export sont assurés par l'autorité militaire ;
- Les frais d'escale et frais d'agence (entrée port/sortie port) sont facturés à l'armateur du navire.

### **Actualisation :**

l'actualisation des prix « se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations ».

La valeur à prendre en compte n'est donc pas celle du mois de début d'exécution des prestations mais celle antérieure de trois mois.

La formule qui en résulte est la suivante :

$$P_a = P_o \times \left( \frac{I_{m-3}}{I_o} \right)$$

Avec :

$P_a$  : Prix actualisé

$P_o$  : Prix initial du contrat

$I_o$  : Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

$I_{m-3}$  : Valeur de l'index de référence trois mois avant la date de début d'exécution des prestations

### **6.2 - Révision de prix**

Les prix révisibles à partir de la 2<sup>ème</sup> année, à **l'initiative du titulaire. Celui-ci s'engage à transmettre à l'acheteur** via le site PLACE ou par mail à [dicom-ant-bap.fct@def.gouv.fr](mailto:dicom-ant-bap.fct@def.gouv.fr), son nouveau tarif.

À défaut ou en cas de retard, les prix seront maintenus jusqu'à la prochaine révision.

La révision de prix du transport (P1) est réalisée à chaque date anniversaire de notification. Le titulaire s'engage à transmettre son nouveau tarif (calcul détaillé de la révision de prix), avec un préavis de 60 jours avant la date prévue pour l'application de la révision.

La formule de révision du prix du transport P1 est la suivante :

$$P = P_o \times (\text{CNR regional} / \text{CNR regional EA}_0)$$

P	prix P1 révisé HT
P <sub>o</sub>	Prix P1 initial HT (du mois de dépôt des offres finales)
CNR régional EA	Indices du prix de revient hors gazole du transport routier de marchandises régional effectué au moyen d'ensemble articulés jusqu'à 44T, alimentés au gazole lors de prestations de transport pour le compte d'autrui. Cet indice est également représentatif des cout d'un véhicule en location, à condition d'exploitation identiques. Base 100= décembre 2000. <a href="http://www.cnr/espaces/3/indicateurs/16?noContext=1">www.cnr/espaces/3/indicateurs/16?noContext=1</a>
CNR régional EA <sub>0</sub>	Indice CNR des prix régional EA hors gazole initial du mois correspondant à la date de remises des offres finales. La valeur au numérateur est celle de la valeur de l'indice disponible à la date de la révision.

Variation carburant (VC) : elle est mensuelle et appliquée au mois suivant

$$VC = 1 + [PC \times (TRM1 - TRM) / TRM]$$

VC =	Coefficient variation carburant
TRM1 =	Dernier indice CNR (indice gazole professionnel) publié lors de la révision mensuelle des prix <a href="https://www.cnr.fr/espaces/23/indicateurs/109">https://www.cnr.fr/espaces/23/indicateurs/109</a>
TRM =	Indice CNR (indice gazole professionnel) de référence, du mois correspondant à la date limite de dépôt des offres finales
PC =	Part relative du carburant (gazole professionnel) retenue dans la structure de l'indice synthétique CNR <a href="https://www.cnr.fr/espace-standard/2">https://www.cnr.fr/espace-standard/2</a>

La variation de carburant s'applique directement sur le prix du transport.

**Ainsi, le prix de la prestation est = Prix du transport x VC**

Si les indices cités ci-dessus sont supprimés en cours d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent dont la désignation sera arrêtée conjointement avec le titulaire du marché. La désignation de ce nouvel indice fera l'objet d'une modification au présent marché. En cas de modification, les prix seront établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement du document correspondant à la date de signature par le titulaire du marché.

### **6.3 – Clause de sauvegarde**

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, l'acheteur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 4% par an, sauf en cas résultant de circonstances imprévisibles.

### **6.4 – Clause de réexamen**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur (ex. en cas de crise européenne ou mondiale ayant un fort impact sur les prix) et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

En cas de circonstances modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché dont les parties, diligentes, ne pouvaient prévoir ni la nature ni l'ampleur et, les parties examinent es conséquences, notamment financières, de ces circonstances.

Il sera fait application des dispositions de l'article R 2394-1 du CCP qui prévoit que « le marché public » peut être modifié dans les cas suivants : « lorsque les modifications, quel qu'en soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage ».

## **ARTICLE 7 CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7.1 – Interlocuteurs privilégiés**

#### **Interlocuteurs privilégiés désignés par le RPA**

##### **Pour la Martinique :**

Le chef du Bureau Transit (BT)

\*Cellule maritime : téléphone 0596 66 41 47

\*Commandant BT : téléphone 0596 66 41 46

##### **Pour la Guadeloupe :**

Le chef d'antenne de la DICOM en Guadeloupe

Camp Dugommier

Téléphone : 0590 60 60 66

#### **Interlocuteur privilégié désigné par le titulaire**

Un **interlocuteur unique** sera désigné par le titulaire et sera le correspondant privilégié de l'acheteur. Il sera en charge du suivi de tous les actes découlant de l'exécution du marché.

L'interlocuteur désigné par le titulaire suit l'exécution du marché. Si cet interlocuteur change, le titulaire en avise l'acheteur et propose un remplaçant, assurant le même suivi des prestations, ainsi que leur qualité.

Il doit être joignable les jours ouvrés dans les délais les plus courts. Le titulaire doit fournir son nom et ses coordonnées complètes (n° de téléphone mobile et fixe, n° de télécopie, adresse courriel, etc.).

## **7.2 – Dispositions générales**

### **Contrôle des agents accédant sur le site militaire**

Le titulaire devra fournir à l'acheteur avant le début d'exécution du marché, la liste nominative des personnels amenés à travailler sur le domaine militaire (titulaire et suppléants), ainsi que la **fiche de contrôle (CPR)** des agents habilités pour le transport de marchandises de classe 1 et signée. La FICE doit être transmise dûment complétée en deux (2) versions, une (1) PDF modifiable non signé et une (1) PDF signé

Seuls les agents ayant fait l'objet d'un contrôle élémentaire avec un avis favorable pourront accéder aux sites

### **Sécurité et protection du secret**

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal,
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire, reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal,
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

### **Divulgaration d'informations**

L'exécution du marché peut conduire le titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de la défense nationale, doivent être protégées et ne peuvent être rendues publiques.

Le titulaire s'engage et engage son personnel à ne divulguer, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation de l'autorité contractante, aucun élément connu dans le cadre du présent marché et devant être protégé, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du marché.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction,
- l'instruction générale ministérielle n°900/ARM/CAB/NP du 15 mars 2021 relative à la protection du secret de la défense nationale au sein du ministère des armées

Le titulaire a l'obligation de réaliser les prestations demandées dans le respect des textes réglementaires en vigueur, des exigences et des clauses contractuelles.

Le service est assuré en tenant compte des ordres particuliers émanant du Bureau Transit représentant le commandant supérieur des Forces Armées aux Antilles (COMSUP).

Les requêtes spécifiques doivent obligatoirement être formulées par écrit. Toute prestation particulière qui n'aura pas fait l'objet d'un bon de commande ou d'une demande écrite ne pourra être rémunérée.



Le titulaire est tenu d'alerter immédiatement le chef du bureau transit (BT) de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé qui sera commis à l'occasion de l'exécution du marché. Les matériels de manutention et/ou de transport seront adaptés aux matériels à manipuler en ce qui concerne la puissance.

Le titulaire s'engage à respecter les normes en vigueur dans la profession quant à l'usage des matériels de manutention et des personnels spécialisés et à se soumettre aux règles en vigueur sur les différentes emprises militaires.

Les prestations se font par bon de commande conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Environ deux (2) à trois (3) semaines avant l'arrivée du navire, le bureau transit (BT) adresse un bon de commande au titulaire par tous moyens, avec les informations mentionnées dans l'acte d'engagement.

Le Bureau transit confirmera l'arrivée du bateau au titulaire dans les meilleurs délais.

### **Situations particulières.**

- Dans le cadre de circonstances exceptionnelles (manœuvres, opérations extérieures, secours à la population), les travaux demandés peuvent revêtir un caractère d'urgence et faire l'objet de commandes sans préavis. Le titulaire devra être prêt à répondre à toute demande, de jour et de nuit (lots 2 et 4).
- Le titulaire est informé, au plus tard, la veille avant 12 heures pour les travaux du lendemain matin ou la veille avant 18 heures pour les travaux de l'après-midi.

Si le titulaire ne peut exécuter ces prestations l'administration se réserve le droit de les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, par une autre entreprise.

La direction des opérations appartient normalement au titulaire. Cependant l'administration militaire se réserve le droit de surveiller tout ou partie des opérations décrites et à donner à l'entrepreneur ou son représentant dûment désigné, toutes directives de détail qu'elle estime utile.

Cette intervention ne dégage pas l'entreprise des responsabilités et de l'obligation générale qui lui incombe de conduite des opérations selon les règles de la profession.

L'administration autorise, au titulaire et à ses préposés, les accès nécessaires à la bonne exécution du marché. Cette autorisation reste toutefois subordonnée aux règles générales applicables à l'accès, à la circulation et au stationnement dans les enceintes militaires.

En cas d'alerte (exercice ou réelle) quelle que soit sa nature, les transporteurs pourront être appelés à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents.

L'accès aux installations peut être provisoirement refusé au titulaire dans le cas de circonstances telles que les exercices et manœuvres où la mise sur pied de mesures particulières de protection et de défense. Le titulaire renonce à toute action contre l'administration fondée sur les refus motivés.

Le retard éventuel à la suite de telles alertes n'entraînera pas de pénalité sur le montant de la facture concerné et aucun frais supplémentaire ne pourra être facturé par le titulaire.

### **7.3 – Délais d'exécution du marché**

Le titulaire accusera réception du bon de commande, laquelle vaudra date de notification et commencement du délai d'exécution.

Si le titulaire ne respecte pas les délais fixés, l'acheteur applique de plein droit les pénalités prévues à l'article 7.6.

En cas de retard imputable à l'administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

### **7.4 – Prolongation des délais**

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS, l'acheteur peut prolonger le délai d'exécution si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé revêt les mêmes effets que le

délai contractuel.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que tout retard lui étant imputable entraîne l'application de pénalités.

### **7.5 – Modalités de passation des commandes**

Les prestations dites « à la demande », objet du présent marché, sont subordonnées à l'émission préalable d'un bon de commande par l'acheteur.

Les bons de commande sont émis à la survenance des besoins. Ils sont transmis par voie dématérialisée au titulaire (courriel ou Internet).

Les bons de commande doivent contenir les informations suivantes :

- La référence du marché (numéro et date de notification) ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) ;
- La désignation de la prestation ;
- Le prix unitaire HT ;
- Le taux de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- Le nom et les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- L'adresse du lieu d'exécution de la prestation et les coordonnées du bénéficiaire ;
- La date butoir de l'exécution de la prestation ;
- L'adresse de facturation.

Les bons de commande (BC), émanant de CHORUS, sont transmis sans signature. Les BC peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les commandes passées durant la période de validité du marché peuvent être exécutées au-delà de sa date d'échéance, dans un délai inférieur à 3 (trois) mois.

**Aucune commande ne doit être faite par téléphone.**

**Toute prestation effectuée sans bon de commande reste à la charge du titulaire sans recours possible.**

### **7.6 – Pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les modalités d'application des pénalités de retard sont les suivantes :

Faits générateurs	Pénalité(s) en € HT
Absence totale de prestation	200 € / par jour ouvrable de non-exécution
Retard dans l'exécution d'une prestation à bon de commande	15% du montant de la commande
Non-respect des obligations de confidentialité	500 €/fait
Exécution aux frais et risques du titulaire	L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché sera alors à la charge du titulaire

Tout désaccord sera soumis à la décision de l'acheteur.

### **7.7 - Pertes et avaries**

Les pertes, les dommages et les avaries constatés par l'administration militaire font l'objet d'une reconnaissance contradictoire entre les parties.

La valeur du matériel sera déterminée d'après le prix courant sur le marché ou à défaut, d'après la

valeur usuelle de marchandises de même nature et qualité, au jour de la constatation.

Tout matériel perdu par le prestataire lui sera imputé.

L'administration militaire peut, dans certains cas demander au prestataire la remise en état du matériel endommagé. Cette remise en état sera effectuée par un réparateur agréé dans un délai qu'elle lui fixera.

## **ARTICLE 8**

### **OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **8.1 – Service minimal en cas d'arrêt de travail**

En cas de défaillance de son personnel, quelle qu'en soit la cause (grève, maladie ou autre), le titulaire sera tenu d'assurer l'intégralité des prestations commandées sauf cas de force majeure.

#### **8.2 – Évolution de la situation juridique du titulaire**

Tout changement affectant le titulaire (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre) ou les cotraitants éventuels, intervenant lors de l'exécution du contrat doit être porté à la connaissance de la DICOM Antilles dans les meilleurs délais suivant le fait générateur par tout moyen permettant d'en accuser réception.

La personne publique ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur les documents contractuels, du fait de modification propres au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

#### **8.4 – Assurances - Dommages**

Dès notification, le titulaire justifie qu'il est titulaire d'une assurance « responsabilité civile chef d'entreprise », couvrant les dommages de toute nature ayant pour origine les prestations faisant l'objet du présent contrat.

Ce justificatif doit être produit tous les ans et ce, pendant toute la durée du contrat.

Tout dommage matériel ou corporel dont le titulaire est reconnu responsable donne lieu à une indemnisation de sa part. Parallèlement, le bénéficiaire des prestations, dès la connaissance d'un quelconque dommage, se conforme aux procédures relatives au règlement des dommages en vigueur au ministère des Armées.

En cas d'incident engageant sa responsabilité, le titulaire informe immédiatement l'acheteur. Cette information doit répondre aux obligations suivantes :

- Elle doit revêtir une forme écrite et parvenir à la DICOM Antilles par courrier ou courrier électronique dans un délai maximum de 24 heures suivant la constatation des faits ;
- Le titulaire doit s'assurer de la bonne réception par la DICOM Antilles de ladite information.

#### **8.5 – Obligations sociales**

Le titulaire du contrat doit fournir à l'acheteur, tous les 6 mois à compter de la dernière preuve de régularité et jusqu'à la fin du contrat, les documents demandés aux articles D8222-5, D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

Le titulaire n'est pas tenu de fournir ces documents si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel (par exemple « PLACE ») ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le titulaire l'ait indiqué dans son dossier de candidature, ainsi qu'au paragraphe J de la déclaration de sous-traitance (DC4) en cas de sous-traitance.

#### **8.6 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. Le titulaire doit être en mesure de justifier de leur respect sur simple demande de l'acheteur.

## **8.7 – Informatique et libertés**

Dans le cas où le titulaire est amené à utiliser ou à créer des fichiers informatiques nominatifs, il s'engage à respecter toutes les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire s'engage également à faire application de la réglementation relative aux traitements de données à caractère personnel, et notamment du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « Règlement Général sur la Protection des Données » : RGPD). A ce titre, il prend notamment toutes les dispositions pour que lui-même, ses préposés et ses sous-traitants respectent lesdites lois et leurs textes d'application.

## **ARTICLE 9 DÉFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution répétée dans le temps et au cas où l'application des pénalités n'entraînerait pas le respect des obligations de résultats par le titulaire, celui-ci est mis en demeure par lettre recommandée avec avis de réception d'honorer ses engagements dans un délai de 8 jours à compter de la réception de cette mise en demeure.

Passé ce délai, sans préjudice des clauses énoncées au présent CCAP, l'administration se réserve le droit de faire exécuter les prestations par une autre entreprise et de faire supporter la différence de coût qui résulterait d'une telle opération par le titulaire du présent accord-cadre.

L'application du présent article n'a pas d'effet suspensif sur le décompte des pénalités de retard prévues à l'article 7.6 du présent CCP.

## **ARTICLE 10 DÉVELOPPEMENT DURABLE – INSERTION SOCIALE**

### **10.1 – Clauses environnementales**

#### **10.1-1 - Politique d'achats écoresponsables**

Dans le cadre de la modernisation des achats publics et des travaux du Grenelle de l'environnement, des objectifs et principes contenus dans la charte de l'environnement, du code de la commande publique du 01/4/2019 et de la circulaire n°5351/SG du 03/12/2008 relative à l'exemplarité de l'État au regard du développement durable dans le fonctionnement des services et de ses établissements publics, le MINARM s'engage à promouvoir et à conduire une politique d'achats écoresponsables.

Afin de répondre à cet objectif, le présent CCP comporte des clauses ayant pour but de limiter la consommation d'énergie, de préserver les ressources naturelles en eau, de préserver la santé, de limiter la consommation des ressources rares et les pollutions dues aux produits et à leurs emballages.

À ce titre, le titulaire est invité à communiquer durant l'exécution du marché tout élément supplémentaire lié à la qualité environnementale et sociale de la prestation et des produits notamment :

- ✓ La prise en compte des impacts environnementaux des produits ;
- ✓ La politique de développement durable du titulaire ;
- ✓ La limitation des transports et préférence aux modes de transports les moins polluants.

#### **10.1.2 – Protection de l'environnement**

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation relative à la préservation et à la protection de l'environnement. Il peut également mettre en œuvre, dans l'exécution des présents marchés et de

façon volontaire, des techniques et processus intégrant la notion de développement durable et maîtrise des impacts liés à son activité (maîtrise des coûts d'utilisation, protection de l'environnement, protection des utilisateurs...)

Dans son offre il informe l'administration des dispositions qu'il met en œuvre et doit être capable d'en apporter la preuve à tout moment

### **10.1.3 – Mise en œuvre de la « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR)**

Depuis de nombreuses années, le ministère des Armées s'est engagé dans un parcours lui permettant de faire progresser ses pratiques responsables. Après avoir signé la Charte « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR) en 2010 puis en 2021, il est labélisé « Relations Fournisseurs et Achats Responsables », adossé à la norme ISO 20400 délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats depuis 2014. Il encourage désormais le développement des bonnes pratiques en matière de RSE. A cet effet, le ministère des Armées invite ses fournisseurs à s'engager dans un parcours français d'achats responsables, en signant la Charte RFAR, et aboutissant, pour les plus engagés et les plus déterminés, à l'obtention du Label RFAR.

Le titulaire pourra informer le ministère des Armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la Charte RFAR ou l'obtention du Label RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent.

La Médiation des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) vous accompagnent dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> Contact : [labelrfar@finances.gouv.fr](mailto:labelrfar@finances.gouv.fr).

## **10.2 – Clauses sociale**

### **10.2.1 – Les considérations sociales**

Le titulaire s'engage à communiquer son implication à promouvoir le progrès social et à lutter contre les exclusions comme :

- L'insertion par l'emploi de personne éloignés de l'emploi depuis un certain temps ;
- La formation sous statut scolaire de jeunes en situation de décrochage scolaire ;
- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État (CCAG/FCS article 16).

### **10.2.2 – La promotion de l'égalité femme-hommes**

« Constitue une discrimination directe :

- Son origine, sexe, situation de famille, sa grossesse, son apparence physique, situation économique personnelle, son patronyme, son lieu de résidence, son état de santé, sa perte d'autonomie, son handicap, ses caractéristiques génétiques, ses mœurs, son orientation sexuelle, son identité de genre, son âge, ses opinions politiques, ses activités syndicales, ...

« Constitue une discrimination indirecte :

- Une disposition, un critère ou une pratique neutre en apparence, mais susceptible d'entraîner, pour l'un des motifs mentionnés au-dessus, un désavantage particulier pour des personnes par rapport à d'autres personnes, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soit objectivement justifié par un but légitime et que les moyens pour réaliser ce but ne soient nécessaires et appropriés.

## **10.3 – Certification de bonne exécution de marché**

Le ministère des Armées peut délivrer au titulaire du contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra, notamment, être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou la prestation attendu(e) n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités pour retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire.

Ce certificat de bonne exécution ne pourra être délivré au titulaire qu'après l'expiration de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 11**

### **OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **11.1 – Vérifications**

Les prestations doivent répondre aux caractéristiques techniques exposées dans les clauses techniques du présent CCP (partie B).

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par les personnels des services bénéficiaires conformément aux prescriptions des articles 27 à 29 du CCAG/FCS applicable.

Suite aux vérifications quantitatives et qualitatives, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Les prestations rejetées doivent être réalisées dans les délais identique à celui initiale à compter de la réception de la décision de rejet. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision de rejet.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/FCS, la vérification de la bonne exécution des prestations pourra être effectuée :

- Dans le cadre d'une surveillance inopinée, à l'initiative du bénéficiaire,
- Dans le cadre d'une visite contradictoire effectuée en présence du titulaire ou de son représentant, et du bénéficiaire.

#### **11.2 – Constatation de l'exécution des prestations**

Les prestations non acceptées sont notifiées au titulaire par le biais de **la fiche de contrôle** ; ces prestations doivent alors être mise en état de recevabilité dans un délai de huit (8) jours calendaires suivant la notification des manquements.

Néanmoins la voie amiable est toujours recherchée en cas d'insatisfaction ou d'incident.

Une pénalité sera appliquée lorsque les obligations contractuelles ne sont pas respectées (défaut d'exécution, absence de prestation).

## **ARTICLE 12**

### **AVANCE**

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191 du Code de la Commande Publique.

L'avance est portée à 30% pour les petites et moyennes entreprises et remplissant les conditions énoncées ci-dessus.

Pour les autres entreprise, le taux de l'avance est porté à 10%.

Le titulaire a la possibilité de renoncer expressément au bénéfice de cette avance (cadre prévu à cet effet à l'acte d'engagement ATTRI 1).

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et 12, et R.2191-19 du code de la commande publique.

Une avance est accordée au sous-traitant dans les conditions prévues aux articles R.2193-17 à 21 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 13**

### **MODALITÉ DE RÈGLEMENT**

#### **13.1 – Modalité de règlement**

Le titulaire du marché sera réglé pour ses prestations soit par mandat administratif par le directeur régional des finances publiques (DRFiP) sur un compte ouvert dans un établissement bancaire.

##### **Le paiement des prestations**

L'envoi de la facture s'effectue par voie dématérialisée via la saisie en ligne des factures sur Chorus Portail Pro.

Ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les modalités de création de compte sont indiquées sur le portail. Pour déposer sa facture, le fournisseur devra disposer du numéro d'engagement juridique du marché ou de la commande ainsi que du code service exécutant (**SE D04114W972**).

Le titulaire n'oubliera pas les mentions CHORUS obligatoires à intégrer dans une facture dématérialisée, c'est-à-dire le numéro d'engagement juridique de référence et le code service exécutant. La facture dématérialisée sera transmise à :

**DICOM ANTILLES**  
DAF/BUREAU FINANCES  
MORNE DESAIX  
97200 FORT DE France

Un point de contact est à votre disposition à la DICOM Antilles :

Téléphone : 0596 39 53 32 – mail : [dicom-ant-dm-cap.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:dicom-ant-dm-cap.contact.fct@intradef.gouv.fr)

Les factures commerciales doivent comporter les informations suivantes :

- ✓ Les nom et adresse du créancier ;
- ✓ Le numéro de SIRET du créancier (pour les sociétés françaises) ;
- ✓ Le numéro de son compte bancaire et la domiciliation du titulaire ;
- ✓ Les nom et adresse du client ;
- ✓ Le type de facture (facture ou avoir) ;
- ✓ Un numéro de facture et une date d'émission ;
- ✓ Les références du marché (numéro et date) ;
- ✓ Le numéro de l'engagement juridique (EJ) présent sur le bon de commande ;
- ✓ La désignation et l'intitulé du lot ;
- ✓ Le prix unitaire hors taxes ;
- ✓ Le montant total HT ;
- ✓ Le taux et le montant des taxes ;
- ✓ Le montant total TTC (excepté pour les fournisseurs étrangers).

Si les références bancaires sont différentes de celles initialement indiquées sur le présent marché, le titulaire est tenu de fournir le nouveau BIC/IBAN.

Le délai de production des factures commerciales ne saurait être imputé à l'administration et ouvrir droit à des intérêts moratoires.

Le bénéficiaire fait assurer la vérification de la bonne exécution de la prestation.

#### **13.2 - Délai de paiement**

##### **13.2.1 - Délai global de paiement**

Le délai global de paiement prévu à l'article R. 2192-10 est fixé à **trente (30) jours** après la date :

- ✓ Soit du dépôt dématérialisé de la facture sur le portail Chorus-factures si la fourniture est admise ;
- ✓ Soit la date d'attestation du service fait s'il est postérieur à la date de réception de la facture.

Ces dates sont constatées par l'administration.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et selon les dispositions du décret n°2013-263 du 29 mars 2013 (version consolidée).

### **13.2.2 - Suspension du délai de paiement**

Les factures commerciales erronées ou incomplètes seront retournées au fournisseur. Ce retour est suspensif des délais de mandatement.

### **13.3 - Intérêts moratoires**

Conformément à l'article L2192-13 du Code de la commande publique, le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse de mise en paiement du principal par le comptable public ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sans que le bénéficiaire ait besoin de le demander.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux marginal de refinancement de la Banque Centrale Européenne appliqué avant le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, et du montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à 40(€) euros.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante, ou au comptable de l'Etat (DRFiP), aucun intérêt moratoire n'est exigible.

### **13.4 - Ordonnateur et comptable**

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le directeur du commissariat d'outre-mer à Fort-de-France.

Le comptable assignataire chargé du paiement est le directeur régional des finances publiques :

Jardin Desclieux – BP 654 - 97263 Fort-de-France cedex - Téléphone : 05 96 63 07 22

### **13.5 - Liquidation définitive du marché**

#### **13.5.1 Application des pénalités**

L'instruction des éventuelles demandes d'exonération de pénalités intervient au fur et à mesure de l'exécution du marché. En cas de contestation, le titulaire peut, à compter de la réception du décompte, transmettre sa demande d'exonération dûment justifiée par écrit.

Toute réclamation est suivie, après instruction du dossier, d'une décision l'acheteur statuant définitivement sur le montant des pénalités.

#### **13.5.2 Solde de tout compte**

Le solde de tout compte est matérialisé par l'envoi au titulaire de la liste des mandatements émis qui, une fois validée par le titulaire, est retournée au plus tard 1 mois après réception de la lettre. L'absence de retour de cette liste vaut acceptation sans remarque de la part du titulaire.

## **ARTICLE 14**

### **CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES**

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession de créances ou le nantissement est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie de l'original du marché revêtue d'une mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité destiné à être remis à un établissement de crédit en cas de cession ou nantissement de créance, est délivré au titulaire sur sa demande. En cas de



cotraitance, ce document est délivré au mandataire.

## **ARTICLE 15**

### **ASSURANCE**

Le titulaire ainsi que les cotraitants désignés dans le marché devront justifier, dans le délai fixé à dix jours qui suivront la notification du marché, qu'ils sont titulaires d'une assurance « responsabilité civile de chef d'entreprise » pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature ayant pour origine les prestations faisant l'objet du présent marché.

En outre, tout bris ou dégradation donnera lieu à réparation ou remplacement par le titulaire dans un délai maximum de huit jours, faute de quoi l'administration assurera elle-même le remplacement ou la réparation. Le montant des dégâts sera alors déduit des règlements dus au titulaire.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant du fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des irrégularités qui pourraient être commises par ses préposés.

L'Etat garantit toutefois le titulaire des conséquences des recours qui seraient exercés contre celui-ci en raison des décisions que pourrait prendre le commandement de zone maritime de faire abandonner prématurément une opération en cours pour laquelle la responsabilité du titulaire serait juridiquement engagée.

## **ARTICLE 16**

### **RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Le titulaire sera impérativement tenu au respect des obligations contractuelles prévues au présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il devra en informer immédiatement l'acheteur, par mail et adresser confirmation écrite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il pourra être fait application de l'article 45 du CCAG/FCS qui prévoit l'exécution du service par un moyen aux frais et risques du titulaire.

Si l'acheteur ne peut faire exécuter, dans les conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, il pourra y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché ne sera pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'acheteur sera à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

Si l'acheteur prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en sera informé par écrit via la messagerie sécurisée PLACE.

Les règles relatives à la résiliation sont celles prévues par l'article 38 CCAG/FCS du 30 mars 2021, applicables au présent marché.

L'acheteur pourra résilier le marché aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude des documents et/ou renseignements mentionnés à l'article L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique.

Par ailleurs, l'acheteur se réserve le droit de mettre fin à ce marché à n'importe quel moment, en cas de décision portant restructuration des armées ou de réduction de leur format et ayant un impact sur le déroulement du marché. Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, cette résiliation de plein droit n'ouvre aucune indemnité au titulaire.

## **Redressement ou liquidation judiciaire**

Les dispositions qui suivent, complémentaires aux dispositions de l'article 39.2 du C.C.A.G./F.C.S., sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La copie du jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire de l'accord-cadre à l'acheteur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 39.2 du C.C.A.G./F.C.S., en cas de liquidation judiciaire, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

## **ARTICLE 17**

### **VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements en vigueur en France. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des titulaires étrangers.

Conformément à l'article R.414-6 du code de la justice administrative, « les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un télé service accessible par le réseau Internet » (<https://www.telerecours.fr>).

#### **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif (TA) – 12, rue du Citronnier – Plateau Fofo – CS 17103- 97271 Schoelcher  
cedex - tel : 0596 71 66 67 – fax : 0596 63 10 08  
courriel : [greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr](mailto:greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr)

#### **Organe chargé des procédures de médiation :**

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges  
21, rue Miollis 75015 Paris  
Tél : 01.44.42.63.43

#### **Médiateur du Ministère des Armées :**

Courriel : [minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr](mailto:minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr)  
Tél : 09.88.68.19.25 / 06.07.48.31.44.

#### **Introduction des recours :**

- ✓ Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché doit être soumis prioritairement par l'opérateur économique titulaire à la DICOM FAA sous la forme d'un mémoire en réclamation.

Conformément à l'engagement de service pris par le MINARM, l'acheteur s'efforce d'y répondre dans les 15 jours. S'il ne peut pas respecter ce délai, il s'engage à envoyer au titulaire un message d'attente indiquant que cette question appelle de sa part une investigation approfondie.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend, ils privilégient la recherche d'un règlement à l'amiable selon les dispositions de l'article 46.4 du CCAG FCS. Le médiateur interne au ministère est la mission ministérielle PME – Point de contact : [minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr](mailto:minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr) Tél : 09.88.68.19.25 ou 06.07.48.31.44

- ✓ Un recours administratif amiable peut être introduit auprès de l'acheteur dans un délai de deux mois à partir de la notification de sa décision ;

- ✓ Un référé précontractuel (art. L.551-1 du code de justice administrative – CJA) peut être introduit auprès du TA avant la conclusion du contrat ;

## **ARTICLE 18**

### **DÉROGATIONS**

<b>N° article(s) de la présente consultation</b>	<b>DÉSIGNATION</b>	<b>DÉROGE</b>
<b>6</b>	Prix de règlements	article 10 du CCAG/FCS du 30 mars 2021
<b>7.5</b>	Pénalités de retard	article 14 du CCAG/FCS du 30 mars 2021
<b>16</b>	Résiliation	article 38 du CCAG/FCS du 30 mars 2021

## **B) CLAUSES TECHNIQUES**

### **ARTICLE 19**

#### **DESCRIPTION DES PRESTATIONS Á RÉALISER**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCP.

Le marché s'exécute selon les modalités du marché à bon de commande.

Le titulaire est informé par le chef du bureau transit de Fort-de-France ou la section transport transit (STT) de Guadeloupe, de la planification annuelle et de la cinématique adoptée pour les navires arrivant par voie maritime affrétés par les armées (VMA) ainsi que pour les marchandises arrivant par voie maritime commerciale (VMC).

Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

#### **Cadre réglementaire**

Le titulaire doit respecter la réglementation stricte du transport routier de marchandises (TRM) dont les fondements législatifs figurent dans le code des transports, dans le Code du commerce, dans la loi du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, dite « LOTI » et dans l'ordonnance n° 2021-487 du 21 avril 2021. Ces textes visent à faire respecter par la profession du TRM l'ensemble des réglementations économiques et sociales françaises en vue d'assurer une juste concurrence des TRM face à la libéralisation de l'accès à l'accord-cadre dans l'Espace économique européen.

La réglementation des TRM s'applique à toutes les entreprises de transport routier pour compte d'autrui, y compris les entreprises de transport léger qui exercent leur activité à l'aide de véhicules d'un poids maximum autorisé n'excédant pas 3,5 tonnes, dès lors qu'ils sont motorisés.

Pour exercer régulièrement leur activité, les entreprises de transport public routier de marchandises doivent être inscrites au registre des transporteurs et des loueurs tenus par le préfet de région où elles ont leur siège. (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement, et du Logement)

## **19.1- Décomposition des prestations**

### **19.1.1 – Description des prestations pour les lots 1 et 3 :**

#### **❖ Opérations de chargement et déchargement des navires :**

Le titulaire s'engage à charger/ décharger tous les types de matériels dans les délais prévus lors de la conférence de déchargement de VMA et portés sur le PV de conférence.

Le titulaire doit fournir les équipes de manutentions nécessaires afin de réaliser les opérations suivantes :

- Arrimage/désarrimage des conteneurs jusqu'à une seule hauteur de conteneur, « équivalent vingt pieds » (EVP) ou équivalent quarante pieds (EQP) et vrac.

**Arrimage/désarrimage** : opération visant à immobiliser la marchandise (hors véhicules) sur son emplacement au moyen d'agres adéquat (twist-locks) pour les conteneurs et EVP/EQP, sangles et (ou chaines pour vrac) ;

- Les opérations de saisissage complémentaires à l'arrimage (mise en œuvre d'agres spécifiques telles que marionnettes et barres de saisissage) ;
- Chargement/déchargement (opérations de mise à bord/mise à quai) à partir du ou jusqu'au terminal conteneurs ;

**Le chargement/déchargement** : en roulant des véhicules ainsi que leur acheminement vers les sites sont à la charge des armées (personnels militaires de bord renforcés si besoin par des militaires des forces stationnées). La manutention de ces marchandises n'est donc pas facturée. Seule les rémunérations du personnel docker requis pour la supervision de la manœuvre s'il y a lieu sera facturée.

- Exception pour le saisissage des véhicules qui est à la charge des équipes de bord.

Le titulaire est tenu de fournir le personnel compétent dans la manœuvre de la grue si l'utilisation de celle-ci s'avère nécessaire pour le déchargement ou le chargement, sous peine d'encourir des pénalités de retard conformément au paragraphe 7.6 du CCP.

#### **❖ Opération de manutention portuaire pour le traitement des VMA et des VMC :**

Le titulaire s'engage à fournir le personnel et les moyens nécessaires aux opérations suivantes:

- Transfert des marchandises (conteneurs, EVP, EQP, vrac) du quai/sous portique ou terminal conteneurs vers le lieu de prise en charge par le transporteur et inversement pour le chargement ;
- Chargement/déchargement des marchandises sur les véhicules de transport ;
- Branchement et monitoring des conteneurs frigorifiques sur la zone portuaire en cas de besoin.

Dans le cadre du traitement d'un navire affrété par les armées, l'ensemble des opérations de manutention portuaire sera réalisée de façon continue dans le délai fixé par l'autorité militaire lors de la conférence de déchargement (§ 20 du CCTP).

Pour lui permettre de répondre à ses obligations, le titulaire est avisé en temps opportun par la cellule transit maritime concernée en principe et au plus tard douze (12) heures avant le commencement des opérations. La nature de la cargaison et le tonnage du fret à manipuler seront confirmés lors de la conférence de déchargement.

### **19.1.2 – Description des prestations pour les lots 2 et 4 :**

❖ **Lots 2** : chargement, déchargement et transport de conteneurs et EVP ou EQP de marchandise classe 1 à 6 et 8 à 9, de marchandises en vrac et aussi de véhicules hors conteneurs et EVP ou EQP acheminées par navire militaire affrété (VMA) ou voie maritime commerciale (VMC) entre les zones portuaires et les formations militaires et vice et versa ainsi que les transports inter-sites (sites militaires) en Martinique.

❖ **Lots 4** : chargement, déchargement et transport de conteneurs et EVP ou EQP, de marchandises classe 1 à 6 et 8 à 9, de marchandises en vrac et aussi de véhicules hors conteneurs et EVP ou EQP acheminées par navire militaire affrété (VMA) ou voie maritime commerciale (VMC) entre les zones

portuaires et les formations militaires et vice et versa ainsi que les transports inter-sites (sites militaires) en Guadeloupe.

D'une manière générale, l'entreprise doit disposer du personnel et des matériels nécessaires à l'exécution des opérations demandées selon les règles de la profession.

**Le titulaire doit disposer du personnel qualifié, ayant de facto été formé au transport des munitions. Les conducteurs doivent détenir le certificat de formation ADR à jour et être qualifié pour cette classe de marchandises (classe 1).**

Le titulaire s'engage à :

- Assurer la prise en charge des marchandises sur la zone portuaire ;
- Transporter les marchandises vers tous les sites des organismes militaires de Martinique ou de Guadeloupe ;
- Décharger les marchandises (avec mise à terre) aux endroits indiqués lors de la réunion préparatoire (§ 20 du CCP),
- Prendre en charge les marchandises et les conteneurs vides sur les différents sites pour leur retour vers le port ;
- Assurer éventuellement le transport de conteneur entre les différents sites sur la demande du bureau transit ou de la section transport transit.

Le titulaire est averti du volume du fret à transporter ainsi que des différentes destinations. Il engagera tous les moyens nécessaires à l'acheminement du fret (environ 100 TC par VMA : 50 TC import + 50 TC export-conteneurs, chiffre variable) vers les différents sites en une seule opération continue dans le délai fixé par l'autorité portuaire. :

- Lors de la réunion de déchargement pour les navires militaires affrétés (VMA) : le titulaire engagera les moyens nécessaires à l'acheminement du fret (environ 50 TC (conteneurs), chiffre variable) vers les différents sites en une seule opération continue dans le délai fixé par l'autorité militaire lors de la conférence préparatoire (§ 23 du CCP).

#### **Types de marchandises concernées :**

- Marchandises de tout type et biens des Armées ou pris en charge par les Armées et **les matières dangereuses de classes 1 à 6 et 8 à 9** (les conducteurs doivent détenir le certificat de formation ADR à jour) ;
- EVP,
- Vrac,
- Véhicules non roulants.

Pour les transports, la manutention de matières dangereuses, le titulaire est tenu de se conformer aux lois, décrets et instructions en vigueur A.D.R (accord de transport des marchandises dangereuses). Il doit suggérer toutes les mesures indispensables à la sécurité des transports particuliers.

Dans le cas de transports exceptionnels, un bon de commande spécifique à l'opération est émis après accord entre le titulaire et l'autorité militaire (Bureau Transit ou Section Transport Transit).

Le prestataire indiquera par ailleurs :

- La surface des terre-pleins disponibles pour le déchargement et le chargement ;
- Les horaires de transport de la société ;
- La mise à disposition occasionnelle des engins sur les différents sites entre deux escales ;
- Les moyens mis à disposition pour transporter des matières dangereuses ;
- L'étendue de leur responsabilité pour chaque prestation.

#### **19.3 – Sites de livraison**

- Tous les sites militaires des forces armées en Martinique. :
  - Base Navale (Fort Saint Louis à Fort-de-France),
  - Quai aux huiles, Fort-de-France,
  - 33<sup>ème</sup> RIMA (Morne Desaix à Fort-de-France),

- Pôle Aéronautique Etatique du Lamentin (PAE),
  - DICOM Antilles (Morne Desaix),
  - 1<sup>er</sup> RSMA (Basse Gondeau au Lamentin),
  - Station de la Pointe des Sables à Fort-de-France,
  - DEM (PAE au Lamentin),
  - Tout autre site dans un rayon de 30km.
- Tous les sites militaires de la Guadeloupe :
- Antenne DICOM (Camp Dugommier à Jarry),
  - Détachement Avancé des Transmissions (Quartier Dugommier à Jarry),
  - Gendarmerie (Casernes Morne Houël et Bonne Terre à St Claude)
  - Gendarmerie maritime (Caserne Miquel à Pointe-à-Pitre),
  - 2<sup>eme</sup> RSMA (Camp de la Jaille à Jarry),
  - Tout autre site dans un rayon de 30km.

Les adresses complètes seront indiquées sur le bon de commande.

Le titulaire prend toutes les dispositions utiles pour protéger les matériels et marchandises dont il a la charge (intempéries, avaries et matériels sensibles).

#### **19.4 – Délai d’information pour la réalisation des prestations**

Les délai d’exécution sont précisés à l’article 8.2 du présent CCP.

Toutefois, des conditions particulières seront appliquées pour les demandes revêtant un caractère urgent.

Le titulaire est informé au plus tard :

- La veille avant 12 heures pour les travaux du lendemain matin,
- La veille avant 18 heures pour les travaux de l’après-midi,
- Dans le cadre de circonstances exceptionnelles (manœuvres, opérations extérieures, secours à la population), les travaux demandés peuvent revêtir un caractère d’urgence et faire l’objet de commandes sans préavis. Le titulaire devra être prêt à répondre à toute demande, de jour et de nuit.

## **ARTICLE 20 DÉROULEMENT DE LA MISSION**

Une conférence de déchargement sera organisée par l’autorité militaire (bureau transit ou section transport transit) préalablement (environ une semaine) à l’arrivée d’un navire.

Elle regroupera les correspondants transit des formations militaires intéressées, l’agent maritime et l’officier responsable de l’affrété (ORA) mandaté.

À l’issue de la conférence de déchargement, un procès-verbal est établi par le responsable du transit. Il contient toutes les décisions spécifiques définitivement arrêtées pour la mission et servira de base de rédaction des bons de commande. Les prestations prévues devront être exécutées dans un délai qui sera fixé par l’autorité militaire lors de chaque conférence préparatoire.

### **Rôle du transit**

Le titulaire est tenu de demander les instructions à son donneur d’ordre, à savoir le transit maritime. Celui-ci est désigné par le COMSUP Antilles et est placé sous l’autorité de l’État-Major interarmées, chaîne J4. Il a pouvoir pour:

- définir les priorités;
- planifier les transports et les livraisons aux unités ainsi que la récupération des conteneurs;
- arrêter les modalités du bon de commande;

- demander les moyens spécifiques;
- certifier le service réellement effectué.

Le titulaire est responsable des accidents survenus à ses préposés et ne peut en aucun cas, du fait de ces accidents exercer un recours à l'encontre de l'administration militaire.

Le titulaire a une obligation de résultat. Il lui appartient de mener à bien les actions demandées avec les moyens humains et matériels qu'il juge nécessaires pour l'exécution du marché.

Pour les prestations qui lui incombent, il doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations telles qu'elles sont définies dans les lois, règlements et normes en vigueur.

Le service est assuré en tenant compte des ordres particuliers émanant de l'autorité militaire.

Les requêtes spécifiques doivent obligatoirement être formulées par écrit. Toute prestation particulière qui n'aura pas fait l'objet d'un bon de commande ou d'une demande écrite ne pourra pas être rémunérée.

Le titulaire est tenu d'alerter immédiatement l'autorité militaire de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé qui sera commis à l'occasion de l'exécution du marché.

Les matériels de transport seront adaptés aux matériels à manipuler en ce qui concerne la puissance.

Le titulaire s'engage à respecter les normes en vigueur dans la profession quant à l'usage des matériels et des personnes spécialisées et à se soumettre aux règles en vigueur sur les différentes emprises militaires.

Le titulaire prend toutes les dispositions utiles pour protéger les matériels et marchandises dont il a la charge (intempéries, avaries et matériels sensibles).

## **ARTICLE 21**

### **CONFIDENTIALITE**

Le titulaire gardera et fera garder secret tous les faits, documents et informations dont lui-même ou ses employés auront ou pourront avoir eu connaissance directement ou indirectement à l'occasion du présent contrat.

La présente obligation est une obligation continue qui restera en vigueur sans limitation de durée après la cessation du contrat, pour quelque cause que ce soit.

Toute violation de cette obligation, même dans les cas où elle résulte d'une imprudence ou d'une négligence pendant l'exécution entraînera la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

## Annexe au C.C.P25-020. : FICHE D'INCIDENT

Prestations :

NOM DE L'ORGANISME :		NOM DU FOURNISSEUR :	
N° DE MARCHE :		DATE DU MARCHE :	

1	NATURE DE L'INCIDENT (ou des incidents)	Détail du ou des incidents

2	Actions menées par la formation	Cocher la case correspondante	Observations éventuelles
	- remarque verbale au fournisseur	<input type="checkbox"/>	
	- remarque écrite au fournisseur (document à joindre à la fiche d'incident)	<input type="checkbox"/>	
	- <b>AUTRES</b> (applications des dispositions prévues par le CCP - à préciser)	<input type="checkbox"/>	

3	Traitement du ou des incidents par le fournisseur	Cocher la case correspondante	Observations éventuelles
	- <b><u>incident(s) traité(s) rapidement</u></b>		
	♦ et qui ne s'est (ne se sont) pas renouvelé(s)	<input type="checkbox"/>	
	♦ mais qui s'est (se sont) renouvelé(s)	<input type="checkbox"/>	
	- incident(s) en cours de règlement	<input type="checkbox"/>	
	- incident(s) non réglé(s) à ce jour	<input type="checkbox"/>	
	Autres	<input type="checkbox"/>	

UTILISER IMPERATIVEMENT CETTE FICHE POUR TOUT INCIDENT

**DESTINATAIRES :**

Direction du commissariat d'outre-mer des Antilles (-DICOM)  
 Division Achats Fiances  
 « Bureau achats publics »  
 Téléphone du rédacteur en charge du dossier :

A

le

*Nom et signature du responsable de l'organisme bénéficiaire*